

Art. 3. Worden bijgevoegd bij het natuurreservaat "Holzwarche" de 13 ha 16 a 55 ca terrein, gekadastreerd als volgt :

- Gemeente Büllingen,
 - 1e afdeling, sectie A, nrs. 157, 158;
 - 3e afdeling, sectie B, nr. 18a;
 - 4e afdeling, sectie A, nrs. 89a, 90; sectie C, nr. 45a; sectie E, nr. 33b;
 - 6e afdeling, sectie C, nrs. 330a, 334, 335, 336, 337a, 368, 369, 379, 380, 381, 382a, 384, 388, 393, 401a, 404a, 405c, 431b, 432a, 432b, 433a, 433b, 434, 435a, 528a;
 - 7e afdeling, sectie E, nrs. 430, 432, 435a, 456b,
 en toebehorend aan de v.z.w. "De Belgische Natuur- en Vogelreservaten".
- Gemeente Büllingen,
 - 3e afdeling, sectie B, nrs. 19a, 71a, 71i, 71l,
 en toebehorend aan de v.z.w. "Les Amis de la Fagne".

Art. 4. De ambtenaren van de Afdeling Natuur en Bossen die belast zijn met de bewaking van het erkende natuurreservaat "Holzwarche", zijn de hoofden van de houtvesterijen Büllingen en Elsenborn.

Art. 5. Overeenkomstig artikel 9, (C 5°) van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 17 juli 1986 betreffende de erkenning van de privé-natuurreservaten en in afwijking van artikel 11 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, zoals gewijzigd bij de decreten van 11 april 1984, 16 juli 1985 en 7 september 1989, hebben de bezetter en zijn afgevaardigden toestemming om de volgende handelingen te verrichten die absoluut noodzakelijk zijn voor de uitvoering van het beheersplan :

- bomen en struiken wegnemen, kappen, ontwortelen of verminken en het plantendek vernietigen of beschadigen;
- didactische borden plaatsen.

Art. 6. In afwijking van artikel 5 van het ministerieel besluit van 23 oktober 1975 houdende reglementering van de bewaking, de politie en het verkeer in de staatsnatuurreservaten buiten de wegen die voor het openbaar verkeer openstaan, hebben de bezetter en zijn afgevaardigden toestemming om in het kader van het beheersplan :

- over kapwerktuigen te beschikken.

Art. 7. De in de artikelen 3 en 4 bedoelde delegaties worden vermeld in een door de bezetter en zijn afgevaardigden gedateerd en getekend schrijven. Ze zijn persoonlijk en moeten ieder ogenblik aan de bewakingsagenten getoond kunnen worden. Ze mogen niet langer duren dan één jaar. De bezetter is gehouden binnen 24 uur een afschrift ervan over te maken aan de in artikel 4 bedoelde ambtenaar en aan de dienst Natuurbehoud.

Art. 8. De erkenning wordt aangenomen voor een termijn van 30 jaar die ingaat op 19 september 1989.

Namen, 25 februari 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
 belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
 R. COLLIGNON
 De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
 G. LUTGEN

Het plan kan geraadpleegd worden bij de Afdeling Natuur en Bossen, avenue Prince de Liège 7, te 5100 Jambes.



F. 99 — 1014

[C - 99/27278]

**4 MARS 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon
 relatif à la prévention et la réduction de la pollution de l'environnement par l'amiante**

Le Gouvernement wallon,

Vu la directive du Conseil des Communautés européennes 87/217/CEE du 19 mars 1987 concernant la prévention et la réduction de la pollution de l'environnement par l'amiante;

Vu la loi du 5 mai 1888 relative à l'inspection des établissements dangereux, insalubres ou incommodes et à la surveillance des machines et chaudières à vapeur, modifiée par les lois du 22 juillet 1974 et du 22 décembre 1989;

Vu la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, notamment l'article 3, § 1^{er};

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;

Vu le Règlement général pour la protection du travail, approuvé par les arrêtés du Régent du 11 février 1946 et du 27 septembre 1947;

Vu l'arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales, modifié par l'arrêté royal du 12 juillet 1985 notamment les articles 9 et 20;

Vu l'avis de la Commission des eaux, rendu le 3 février 1999;

Vu l'avis de la Commission des déchets, rendu le 4 février 1999;

Vu les lois sur le Conseil, d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifiées par les lois des 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il convient, suite à l'avis motivé de la Commission rendu le 15 octobre 1998 d'opérer rapidement les modifications dans les réglementations wallonnes de manière à transposer correctement la directive 87/217/CEE du 19 mars 1987 concernant la prévention et la réduction de la pollution de l'environnement par l'amiante;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles, et de l'Agriculture,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 2, § 1^{er}, *in fine*, de l'arrêté royal du 29 décembre 1988 déterminant les conditions sectorielles de déversement dans les eaux de surface ordinaires et dans les égouts publics, des eaux usées provenant des établissements du secteur de l'amiante, il est ajouté un point *c*) et un point *d*) rédigés comme suit :

c) utilisation de l'amiante : les activités qui entraînent la manipulation de quantités supérieures à 100 kilogrammes d'amiante brut par an et qui concernent :

1° la production d'amiante brut à partir de minerai à l'exclusion de toute opération directement liée à l'exploitation minière;

et/ou

2° la fabrication et la finition industrielle des produits suivants contenant de l'amiante brut : l'amiante-ciment ou les produits à base d'amiante-ciment, les produits de friction à base d'amiante, les filtres d'amiante, les textiles d'amiante, le papier et le carton d'amiante, les matériaux d'assemblage, de conditionnement, d'armature et d'étanchéité à base d'amiante, les revêtements de sol et les mastics à base d'amiante;

d) travail des produits contenant de l'amiante : les activités autres que l'utilisation de l'amiante qui sont susceptibles de dégager de l'amiante dans l'environnement et notamment les travaux de démolition de bâtiments, structures et installations contenant de l'amiante, ainsi que l'enlèvement sur ceux-ci, d'amiante ou de matériaux contenant de l'amiante et provoquant le rejet de fibres ou de poussières d'amiante, ou encore le transport, le dépôt ou la mise en décharge contrôlée de déchets contenant des fibres ou des poussières d'amiante. ».

Art. 2. A l'article 3, 1°, *b*), de l'arrêté visé à l'article 1^{er}, le 5e tiret est remplacé par le tiret suivant :

« — les matériaux d'assemblage, de conditionnement, d'armature et d'étanchéité à base d'amiante. ».

Art. 3. Il est ajouté dans l'arrêté visé à l'article 1^{er} un article *3bis* rédigé comme suit :

« Art. *3bis*. Lors de l'utilisation de l'amiante ou lors du travail des produits contenant de l'amiante, les effluents aqueux d'amiante sont réduits à la source ou empêchés pour autant que cela soit possible avec des moyens raisonnables. Dans le cas d'utilisation de l'amiante, ces mesures font appel à la meilleure technologie disponible n'entraînant pas de coûts excessifs en ce compris, le cas échéant, le recyclage ou le traitement. »

Art. 4. L'article 4 de l'arrêté visé à l'article 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 4. § 1^{er}. Les déchets liquides provenant des établissements du sous-secteur 1 sont recyclés entièrement.

§ 2. Par dérogation aux conditions fixées à l'article 7, 5°, *b*) du règlement général, la teneur en matières en suspension des eaux usées provenant des travaux de nettoyage et d'entretien ne peut dépasser 30 milligrammes par litre en moyenne sur 24 heures.

La détermination des matières en suspension (matières filtrables obtenues à partir de l'échantillon non précipité) se fait par filtration sur membrane de 0,45 microns avec séchage à 105 °C et pesée.

Les conditions de déversements sont fixées en fonction du volume spécifique de référence de l'effluent fixé à 0,5 m³ par tonne de produit fabriqué. ».

Art. 5. Il est ajouté dans le chapitre III « Les établissements du 2e sous-secteur » de l'arrêté visé à l'article 1^{er}, un article *4bis* rédigé comme suit :

« Art. *4bis*. Les déchets liquides provenant du sous-secteur 2 sont recyclés lorsque c'est économiquement réalisable. »

Art. 6. A l'article 36, § 5, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux déchets toxiques et dangereux, il est ajouté entre les mots "requisés et "La décision" la phrase suivante :

« Celles-ci disposent à tout le moins que le transport ou la collecte de déchets contenant des fibres ou des poussières d'amiante ne peut entraîner des pertes liquides pouvant contenir des fibres d'amiante".

Art. 7. A l'article 47, § 5, de l'arrêté visé à l'article précédent, il est ajouté entre les mots "requisés" et "La décision" la phrase suivante :

« Celles-ci disposent à tout le moins que le dépôt de déchets contenant des fibres ou des poussières d'amiante, ne peut entraîner des pertes liquides pouvant contenir des fibres d'amiante ».

Art. 8. Dans l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 23 juillet 1987 relatif aux décharges contrôlées, il est ajouté un § 3 à l'article 35 rédigé comme suit :

« § 3. Lors de la mise en décharge de déchets contenant des poussières et des fibres d'amiante, ceux-ci sont traités, emballés ou recouverts de manière à éviter la libération de particules d'amiante, compte tenu des conditions locales ».

Art. 9. Dans la nomenclature du chapitre II du titre I^{er} du Règlement général pour la protection du travail, la rubrique n° 32 est remplacée par la rubrique suivante :

Numéro	Désignation des industries, dépôts, etc., dangereux, insalubres ou incommode	Classe	Indication de la nature et de leurs inconvénients
32	Amiante (— production et transformation — fabrication de produits à base d')	1	Poussières; danger d'asbestose

Art. 10. Dans le chapitre II du titre III du Règlement général pour la protection du travail, il est inséré une section Irebis intitulé "Installations de production et de transformation d'amiante et fabrication de produits à base d'amiante" et un article 392ter rédigé comme suit :

« Art. 392ter. § 1^{er}. Lors de la production ou la transformation d'amiante, ou lors de la fabrication de produits à base d'amiante, l'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour empêcher ou réduire à la source les déchets solides.

§ 2. Dans le cas d'utilisation de l'amiante, les mesures visées au § 1^{er} doivent faire appel à la meilleure technologie disponible n'entraînant pas de coûts excessifs en ce compris, le cas échéant, le recyclage ou le traitement.

Sont considérés comme utilisation de l'amiante au sens du présent paragraphe les activités qui entraînent la manipulation de quantités supérieures à 100 kilogrammes d'amiante brut par an et qui concernent :

1° la production d'amiante brut à partir de minerai à l'exclusion de toute opération directement liée à l'exploitation minière;

et/ou

2° la fabrication et la finition industrielle des produits suivants contenant de l'amiante brut : l'amiante-ciment ou les produits à base d'amiante-ciment, les produits de friction à base d'amiante, les filtres d'amiante, les textiles d'amiante, le papier et le carton d'amiante, les matériaux d'assemblage, de conditionnement, d'armature et d'étanchéité à base d'amiante, les revêtements de sol et les mastics à base d'amiante ».

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 12. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 4 mars 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme, et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

D. 99 — 1014

[C - 99/27278]

4. MÄRZ 1999 — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Verhütung und Verringerung der Umweltverschmutzung durch Asbest

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Richtlinie des Rates der Europäischen Gemeinschaft vom 19. März 1987 (87/217/EWG) zur Verhütung und Verringerung der Umweltverschmutzung durch Asbest;

Aufgrund des Gesetzes vom 5. Mai 1888 über die Inspektion der gefährlichen, gesundheitsschädlichen oder lästigen Betriebe und die Aufsicht über die Dampfmaschinen und -kessel, abgeändert durch die Gesetze vom 22. Juli 1974 und vom 22. Dezember 1989;

Aufgrund des Gesetzes vom 26. März 1971 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung, insbesondere des Artikels 3, § 1;

Aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle;

Aufgrund der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung, genehmigt durch die Regentenerlasse vom 11. Februar 1946 und vom 27. September 1947;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 3. August 1976 zur Allgemeinen Regelung über die Ableitung des Abwassers in gewöhnliches Oberflächenwasser, öffentliche Kanalisationen und künstliche Abflusswege für Regenwasser, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 12. Juli 1985, insbesondere der Artikel 9 und 20;

Aufgrund des am 3. Februar 1999 abgegebenen Gutachtens der Kommission für Wasser;

Aufgrund des am 4. Februar 1999 abgegebenen Gutachtens der Kommission für Abfälle;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch die Gesetze vom 4. Juli 1989 und vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß es angebracht ist, infolge des von der Kommission am 15. Oktober 1998 abgegebenen begründeten Gutachtens schnellstens die Abänderungen in den wallonischen Regelungen derart vorzunehmen, daß die Richtlinie vom 19. März 1987 (87/217/EWG) bezüglich der Verhütung und Verringerung der Umweltverschmutzung durch Asbest richtig umgesetzt wird;

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 2, § 1, in fine des Königlichen Erlasses vom 29. Dezember 1988 zur Festsetzung der sektorbezogenen Bedingungen der Ableitung des Abwassers aus Betrieben des Asbestsektors in gewöhnliches Oberflächenwasser und in öffentliche Kanalisationen werden ein Punkt *c*) und ein Punkt *d*) mit folgendem Wortlaut beigefügt:

« *c*) Verwendung von Asbest: Tätigkeiten, die die Handhabung von mehr als 100 kg Rohasbest jährlich mit sich bringen und bei denen es sich um folgendes handelt:

1° die Erzeugung von Rohasbest aus Asbestgestein, jedoch unter Ausschluß aller Prozesse, die unmittelbar mit der Gewinnung des entsprechenden Gesteins zusammenhängen;

und/oder

2° die Herstellung und industrielle Verarbeitung der folgenden unter Verwendung von Rohasbest hergestellten Erzeugnisse: Asbestzement oder Asbestzementzeugnisse, Reibbeläge auf Asbestbasis, Filter und Gewebe aus Asbest, Asbestpapier und -pappe, Verbindungs-, Dichtungs-, Verpackungs- und Verstärkungsmaterial aus Asbest, Asbestbodenbelag, Asbestfüllmaterial. »

d) Bearbeitung asbesthaltiger Erzeugnisse: Tätigkeiten außer der Verwendung von Asbest, die Asbest an die Umwelt abgeben könnten, insbesondere der Abbruch von Asbest enthaltenden Gebäuden, Bauten und Anlagen sowie die Entfernung von Asbest oder asbesthaltigem Material aus Gebäuden, Bauten und Anlagen, sofern dabei Asbestfasern oder Asbeststaub freierwerden, oder der Transport, die Ablagerung auf eine Deponie oder eine überwachte Deponie von asbestfaser- oder asbeststaubhaltigen Abfällen. »

Art. 2 - In Artikel 3, 1°, b) des in Artikel 1 erwähnten Erlasses wird der fünfte Strich durch folgenden Strich ersetzt:

« - Verbindungs-, Dichtungs-, Verpackungs- und Verstärkungsmaterial aus Asbest. »

Art. 3 - In dem in Artikel 1 erwähnten Erlaß wird ein Artikel 3*bis* mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

« Art. 3*bis* - Bei der Verwendung von Asbest oder bei der Bearbeitung von asbesthaltigen Erzeugnissen werden die Asbestableitungen in Gewässer soweit wie möglich am Erzeugerort mit angemessenen Mitteln eingeschränkt und verhindert. Bei der Verwendung von Asbest sollten diese Maßnahmen dazu führen, daß ohne unverhältnismäßig hohe Kosten die beste verfügbare Technologie, gegebenenfalls einschließlich des Recyclings oder der Behandlung, angewandt wird. »

Art. 4 - Der Artikel 4 des in Artikel 1 erwähnten Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Art. 4 - § 1. Die flüssigen Abfälle aus den Betrieben des Teilsektors 1 werden vollständig wiederverwertet.

§ 2. In Abweichung von den in Artikel 7, 5° b) der Allgemeinen Ordnung festgelegten Bedingungen, darf der Schwebstoffgehalt des Abwassers aus Reinigungs- und Instandhaltungsarbeiten 30 Milligramm pro Liter im Durchschnitt in 24 Stunden nicht überschreiten.

Die Messung der Schwebstoffe (abfiltrierbare Stoffe von der nicht abgesetzten Probe) erfolgt durch die Filtration durch Membrane mit 0,45 m Porengröße mit Trocknen bei 105 °C und Wiegen.

Die Ableitungsbedingungen werden aufgrund des auf 0,5 m³ je Tonne hergestellter Produkte festgelegten spezifischen Referenzvolumen des Abwassers bestimmt. »

Art. 5 - In Kapitel III "BETRIEBE DES ZWEITEN TEILSEKTORS" des in Artikel 1 erwähnten Erlasses wird ein Artikel 4*bis* mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

« Art. 4*bis* - Die flüssigen Abfälle aus dem Teilsektor 2 werden wiederverwertet, wenn dies wirtschaftlich durchführbar ist. »

Art. 6 - In Artikel 36, § 5 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über giftige oder gefährliche Abfälle wird zwischen die Wörter "eingeholt hat" und "Die Entscheidung" folgender Satz hinzugefügt:

« Diese bestimmen zum allermindesten, daß während des Transports oder der Sammlung von Abfällen, die Asbestfasern oder -staub enthalten, keine Asbestfasern enthaltenden Flüssigkeiten ausfließen dürfen. »

Art. 7 - In Artikel 47, § 5 des in dem vorhergehenden Artikel erwähnten Erlasses wird zwischen die Wörter "eingeholt hat" und "Die Entscheidung" folgender Satz hinzugefügt:

« Diese bestimmen zum allermindesten, daß während der Ablagerung von Abfällen, die Asbestfasern oder -staub enthalten, keine Asbestfasern enthaltenden Flüssigkeiten ausfließen dürfen. »

Art. 8 - In dem Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 23. Juli 1987 bezüglich der überwachten Deponien wird dem Artikel 35 ein § 3 mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

« Während der Deponierung von Abfällen, die Asbeststaub oder -fasern enthalten, werden diese derart behandelt, verpackt oder bedeckt, daß die Freisetzung von Asbestteilchen unter Berücksichtigung der ortsbezogenen Bedingungen vermieden wird. »

Art. 9 - In der Nomenklatur des Kapitels II des Titels I der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung, wird die Rubrik Nr. 32 durch folgende Rubrik ersetzt:

Nummer	Bezeichnung der gefährlichen, gesundheits-schädlichen oder lästigen Industrien, Deponien u.s.w.	Klasse	Angabe der Art der Produkte und deren Nachteile
32	Asbest (Erzeugung und Verarbeitung von -)	1	Staub; Asbestosegefahr

Art. 10 - In Kapitel II des Titels III der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung wird ein Abschnitt I*bis* mit der Überschrift "Anlagen für die Erzeugung und Verarbeitung von Asbest und Herstellung von Erzeugnissen auf der Grundlage von Asbest" und ein Artikel 392*ter* mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

« Art. 392*ter* - § 1. Bei der Erzeugung oder Verarbeitung von Asbest oder bei der Herstellung von Erzeugnissen auf Asbestbasis, trifft der Betreiber alle erforderlichen Maßnahmen, um die Erzeugung von festen Abfällen am Erzeugerort einzuschränken und zu verhindern.

§ 2. Bei der Verwendung von Asbest müssen die in § 1 erwähnten Maßnahmen dazu führen, daß ohne unverhältnismäßig hohe Kosten die beste verfügbare Technologie, gegebenenfalls einschließlich des Recyclings oder der Behandlung angewandt wird.

Als Verwendung von Asbest werden die Tätigkeiten betrachtet, die die Handhabung von mehr als 100 kg Rohasbest jährlich mit sich bringen und bei denen es sich um folgendes handelt:

1° die Erzeugung von Rohasbest aus Asbestgestein, jedoch unter Ausschluß aller Prozesse, die unmittelbar mit der Gewinnung des entsprechenden Gesteins zusammenhängen;

und/oder

2° die Herstellung und industrielle Verarbeitung der folgenden unter Verwendung von Rohasbest hergestellten Erzeugnisse: Asbestzement oder Asbestzementherzeugnisse, Reibbeläge auf der Grundlage von Asbest, Filter und Gewebe aus Asbest, Asbestpapier und -pappe, Verbindungs-, Dichtungs-, Verpackungs- und Verstärkungsmaterial aus Asbest, Asbestbodenbelag, Asbestfüllmaterial. »

Art. 11 - Der vorliegende Erlaß tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 12 - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 4. März 1999

Der Minister-Vorsitzende der wallonischen Regierung, beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,

R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

—
VERTALING

N. 99 — 1014

[C - 99/27278]

**4 MAART 1999. — Besluit van de Waalse Regering
tot voorkoming en vermindering van milieuverontreiniging door asbest**

De Waalse Regering,

Gelet op Richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen 87/217/EEG van 19 maart 1987 inzake voorkoming en vermindering van verontreiniging van het milieu door asbest;

Gelet op de wet van 5 mei 1888 betreffende het toezicht op de gevaarlijke, ongezonde of hinderlijke inrichtingen en op de stoommachines en -ketels, gewijzigd bij de wetten van 22 juli 1974 en 22 december 1989;

Gelet op de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlaktewateren tegen verontreiniging, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Gelet op het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;

Gelet op het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming, goedgekeurd bij de besluiten van de Regent van 11 februari 1946 en 27 september 1947;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, in de openbare riolen en in de kunstmatige afvoerwegen voor regenwater, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 juli 1985, inzonderheid op de artikelen 9 en 20;

Gelet op het advies van de Watercommissie, gegeven op 3 februari 1999;

Gelet op het advies van de Afvalstoffencommissie, gegeven op 4 februari 1999;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat, op grond van het met redenen omklede advies van de Commissie van 15 oktober 1998, zo spoedig mogelijk wijzigingen moeten worden aangebracht in de Waalse reglementering met het oog op de nauwkeurige omzetting van Richtlijn 87/217/EEG van 19 maart 1987 inzake voorkoming en vermindering van verontreiniging van het milieu door asbest;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 2, § 1, in fine, van het koninklijk besluit van 29 december 1988 tot vaststelling van de sectoriële voorwaarden voor de lozing, in de gewone oppervlaktewateren en in de openbare riolen, van afvalwater afkomstig van bedrijven uit de asbestsector worden een punt *c*) en een punt *d*) ingevoegd, luidend als volgt :

« *c*) gebruik van asbest : werkzaamheden waarbij per jaar een hoeveelheid van meer dan 100 kg ruwe asbest wordt behandeld en die betrekking hebben op :

1° de productie van ruwe asbest uit asbesthoudend gesteente, met uitzondering van alle procédés die rechtstreeks verbonden zijn met het winnen van het gesteente,

en/of

2° de vervaardiging en industriële afwerking van de volgende producten die ruwe asbest bevatten : asbestcement of asbestcementproducten, asbestfrictiemateriaal, asbestfilters, asbestweefsels, asbestpapier- en karton, dichtings-, verpakings-, verstevigings- en dichtheidsmateriaal van asbest, vloerbedekkingen uit asbest en asbesthoudende vulmiddelen;

d) werken met asbesthoudende producten : andere werkzaamheden dan gebruik van asbest, ten gevolge waarvan asbest in het milieu terecht kan komen, met name de sloop van asbesthoudende gebouwen, constructies en installaties alsmede het verwijderen van asbest of asbesthoudende materialen waarbij asbestvezels of asbeststof vrijkomen, of het vervoer, de opslag of het storten in een gecontroleerde stortplaats van afval die asbestvezels of -stof bevat. »

Art. 2. In artikel 3, 1°, *b*), van het in artikel 1 bedoelde besluit wordt het vijfde streepje vervangen als volgt :

« - dichtings-, verpakings-, verstevigings- en dichtheidsmateriaal van asbest. »

Art. 3. In het in artikel 1 bedoelde besluit wordt een artikel *3bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *3bis*. Bij het gebruik van asbest of bij het werken met asbestbevattende producten worden de lozingen van asbest in het aquatisch milieu, voor zover dat met redelijke middelen mogelijk is, aan de bron verminderd of voorkomen. Bij gebruik van asbest impliceren deze maatregelen dat gebruik wordt gemaakt van de beste beschikbare technologie die geen overmatig hoge kosten veroorzaakt, met inbegrip van recycling of behandeling waar zulks dienstig is. »

Art. 4. Artikel 4 van het in artikel 1 bedoelde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 4. § 1. De vloeibare afvalstoffen van de bedrijven van subsector 1 worden volledig gerecycleerd.

§ 2. In afwijking van de in artikel 7, 5°, b), van het algemeen reglement bedoelde normen mag het gehalte aan zwevende stoffen in afvalwater van reinigings- en onderhoudswerken niet meer bedragen dan gemiddeld 30 milligram per liter over 24 uur.

De zwevende stoffen (filtreerbare materie uit het niet-neergeslagen monster) worden bepaald door filtratie over een filtreermembraan van 0,45 microns, met droging bij 105 °C en weging.

De lozingsnormen worden bepaald op basis van het specifieke referentievolume van het effluent, dat 0,5 m³ per ton gefabriceerd product bedraagt. »

Art. 5. In hoofdstuk III "Inrichtingen van subsector 2" van het in artikel 1 bedoelde besluit wordt een artikel *4bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *4bis*. De vloeibare afval afkomstig van subsector 2 wordt gerecycleerd als zulks economisch haalbaar is. »

Art. 6. In artikel 36, § 5, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de giftige en gevaarlijke afvalstoffen wordt tussen de woorden "op" en "De beslissing" de volgende zin ingevoegd :

« Deze laatste houden hoe dan ook in dat tijdens het vervoer of de ophaal van afvalstoffen die asbestvezels of -stof bevatten, geen asbestvezelshoudende vloeistoffen verloren mogen gaan. »

Art. 7. In artikel 47, § 5, van het in het vorige artikel bedoelde besluit wordt tussen de woorden "op" en "De beslissing" de volgende zin ingevoegd :

« Deze laatste houden op zijn minst in dat tijdens het vervoer of de ophaal van afvalstoffen die asbestvezels of -stof bevatten, geen asbestvezelshoudende vloeistoffen verloren mogen gaan. »

Art. 8. In artikel 35 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 23 juli 1987 betreffende de gecontroleerde stortplaatsen wordt een § 3 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 3. Op de stortplaats worden de afvalstoffen die asbeststof en -vezels bevatten, zodanig behandeld, verpakt of afgedekt dat geen asbestdeeltjes in het milieu terechtkomen, rekening houdend met de plaatselijke omstandigheden. »

Art. 9. In de nomenclatuur van hoofdstuk II van titel I van het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming wordt rubriek 32 vervangen als volgt :

Nummering	Gevaarlijke, ongezonde of hinderlijke bedrijven, opslagplaatsen, enz.	Klas	Aard van de hinder
32	asbest (— productie en omzetting — vervaardiging van producten die er bevatten)	1	Stoffen; gevaar voor asbestose

Art. 10. In hoofdstuk II van titel III van het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming worden een afdeling *Ibis*, met als opschrift "Inrichtingen voor de productie en de omzetting van asbest en voor de vervaardiging van asbesthoudende producten", en een artikel *392ter* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *392ter*. § 1. Bij de productie of de omzetting van asbest of bij de vervaardiging van asbesthoudende producten neemt de exploitant de nodige maatregelen om vaste afvalstoffen aan de bron te voorkomen of te verminderen.

§ 2. Bij gebruik van asbest impliceren de in § 1 bedoelde maatregelen dat gebruik wordt gemaakt van de beste beschikbare technologie die geen overmatig hoge kosten veroorzaakt, met inbegrip van recycling of behandeling.

In de zin van deze paragraaf wordt verstaan onder gebruik van asbest : de werkzaamheden waarbij per jaar een hoeveelheid van meer dan 100 kg ruwe asbest wordt behandeld en die betrekking hebben op :

1° de productie van ruwe asbest uit asbesthoudend gesteente met uitzondering van alle procédés die rechtstreeks verbonden zijn met het winnen van het gesteente,

en/of

2° de vervaardiging en industriële afwerking van de volgende producten die ruwe asbest bevatten : asbestcement of asbestcementproducten, asbestfrictiemateriaal, asbestfilters, asbestweefsels, asbestpapier- en karton, dichtings-, verpakings-, verstevigings- en dichtheidsmateriaal van asbest, vloerbedekkingen van asbest en asbesthoudende vulmiddelen. »

Art. 11. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 12. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 4 maart 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN